

# Traité UE-USA : la « bombe » n'est pas encore désamorcée

UNION EUROPÉENNE Les pistes de réforme de l'ISDS, l'arbitrage entreprises/Etats : c'est un premier pas en avant, mais insuffisant

Plus on avance, plus on recule ? C'est parfois l'impression que donne l'épineuse négociation du méga deal de libéralisation des échanges entamée depuis quasi deux ans entre Union européenne et Etats-Unis. Ce Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP, selon l'acronyme anglais en vogue dans le microcosme européen – dites : « *tîi-tip* ») devait s'inspirer d'un accord similaire conclu avec le Canada, selon ses promoteurs. Singulièrement, plaïdait la Commission européenne qui négocie au nom des Vingt-huit, les pourparlers allaient conduire à la mise en place d'un mécanisme d'arbitrage « moderne » pour trancher les litiges entre entreprises et Etats (dit « *ISDS* », pour Investor-State Dispute Settlement, autre acronyme...), semblable à celui prévu avec Ottawa. L'accord UE-Canada a été signé en septembre, mais doit encore être ratifié, après toilettage juridique des textes agréés.

Mais voilà qu'entre-temps, la fronde d'une frange de l'opinion a terriblement enflé contre les dérives dans une série d'arbitrages privés opérés sous l'égide d'autres accords bilatéraux. Des abus qui ont scandaleusement sacré les intérêts de multinationales au détriment des politiques d'intérêt général décidées par la puissance publique.

## « Pas de majorité pour ratifier »

Le feu de ces critiques, re-

layées par un nombre croissant de pays de l'UE (des voix s'élèvent aussi aux Etats-Unis), menaçait d'embraser le TTIP. Et la commissaire au Commerce Malmström tente d'éteindre l'incendie. Elle a fait part de propositions de « modernisation » et de « réforme » des mécanismes existants, mercredi au Parlement européen, et ce jeudi aux ministres en charge du dossier, réunis en Conseil. Au menu : droit de réguler confirmé, mécanisme d'appel, perspective de créer une Cour d'arbitrage permanente « professionnalisée ».

L'initiative a été globalement bien accueillie, a assuré Malmström. « C'est une première étape, mais pas suffisamment concrète pour pouvoir se prononcer », ont conclu, de concert, la France et l'Allemagne. Un pas en avant donc, mais insuffisant.

Entre-temps, la « modernisation » de l'ISDS promise dans l'accord avec Washington suscite des remords concernant le traité... conclu avec le Canada ! « La réalité politique d'aujourd'hui, c'est qu'il n'y a pas de majorité politique pour le ratifier avec l'ISDS » prévu, a averti hier le secrétaire d'Etat français au Commerce extérieur Matthias Fekl, interrogé par *Le Soir* lors d'une conférence de presse conjointe

avec son homologue allemand Matthias Machnig. On le disait : plus ça avance, plus on recule...

Un aménagement devrait être possible lors de la mise en forme juridique du traité, plaide le responsable français. Sans rouvrir

la négociation – qui sonnerait le glas de l'accord, convient Fekl comme le porte-parole de la commissaire, pour qui ce serait là « ouvrir la boîte de Pandore ».

Quoi qu'il en soit, il faudra

d'abord se mettre d'accord entre Européens sur un mécanisme d'arbitrage pour le TTIP, puis « dégeler » la négociation de celui-ci avec les Américains, à l'autotome. A ce stade, l'Autriche et la Hongrie ont réitéré leurs doutes quant à la nécessité même d'un mécanisme spécifique. « J'ai fait part des réserves exprimées par la société civile (NDLR : qui réclame la suspension des négociations) et par dif-

férents niveaux de pouvoirs en Belgique », a signalé le ministre belge Didier Reynders après la réunion avec ses homologues, interpellé à la Chambre par Benoît Hellings (Ecolo). *La discussion va se poursuivre. Entre-temps, conclut Reynders, il n'est venu à l'esprit de personne de suspendre : avant de juger du résultat des négociations, il faut d'abord les entreprendre.* ■

PHILIPPE REGNIER

## AU PARLEMENT WALLON

### La motion PS-CDH adoptée

Le texte présenté par la majorité PS-CDH et demandant la suspension des négociations a été adopté, jeudi à Namur. Le PTB a également voté en sa faveur, Ecolo s'est abstenu et le MR a voté contre.